

SESSION 2010

**BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE**  
**SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE LA GESTION**

Durée de l'épreuve: 3 heures

Coefficient: 6

**ÉCONOMIE - DROIT**

Le sujet comporte 5 pages numérotées de 1/5 à 5/5.

*L'usage des calculatrices n'est pas autorisé.*

Ce sujet est composé de deux parties indépendantes qu'il est possible de traiter dans l'ordre de votre choix. Il vous est demandé d'indiquer le numéro de la partie traitée.

Ce sujet comporte deux annexes.

**PARTIE RÉDACTIONNELLE (10 points)**

Le dirigeant d'une société commerciale doit pouvoir disposer d'une grande liberté d'action. Mais ce même dirigeant doit être conscient que dans l'exercice de son pouvoir de décision, il doit se conformer aux règles de droit voulues par le législateur. L'objectif de ces règles est de protéger l'intérêt général et de prendre en compte l'inégalité des parties en présence.

À l'aide de vos connaissances et sous la forme d'une argumentation juridique structurée, répondez à la question suivante :

**Les limites que le droit impose en matière de pouvoir de décision aux dirigeants des entreprises sont-elles justifiées ?**

**PARTIE ANALYTIQUE (10 points)**

À partir des documents fournis en annexes et de vos connaissances, vous répondrez aux questions suivantes :

1. Énumérez les différentes missions de la Banque Centrale Européenne (BCE).
2. Énoncez les éléments permettant d'être optimiste quant à la sortie de crise, et ceux qui incitent encore à la prudence.
3. Expliquez les effets économiques attendus de la baisse des taux directeurs par la BCE.
4. Rappelez ce qu'est la masse monétaire, puis expliquez la raison pour laquelle il est important d'en surveiller les variations.
5. Présentez l'évolution des comportements des agents économiques en matière de crédit.

**Annexe 1 :**

*Déclaration de Jean-Claude Trichet, président de la BCE et Lucas Papademos, vice-président de la BCE, Luxembourg, 2 juillet 2009*

Mesdames et Messieurs,

... Depuis septembre, les turbulences se sont intensifiées et généralisées sur les marchés de capitaux. Les tensions se sont propagées de plus en plus du secteur financier à l'économie réelle, et l'économie mondiale dans son ensemble en subit les effets négatifs. Dans la zone euro, un certain nombre de risques à la baisse pesant sur l'activité économique qui avaient été identifiés précédemment se sont matérialisés, entraînant au troisième trimestre une contraction de 0,2 % de la croissance du PIB en volume, en glissement trimestriel, selon la première estimation d'Eurostat. ...

Sur la base de nos analyses et évaluation actuelles, nous pensons que la faiblesse de l'activité économique mondiale et la forte atonie de la demande intérieure persisteront au cours des prochains trimestres. Selon les projections macroéconomiques de décembre 2008 pour la zone euro ..., l'activité devrait ensuite se raffermir progressivement, à la faveur de la baisse des cours des matières premières et dans l'hypothèse d'une amélioration de l'environnement international et d'un affaiblissement des tensions financières. ...

Le Conseil des gouverneurs estime que les perspectives économiques restent entourées d'un degré d'incertitude exceptionnellement élevé. Les risques pesant sur la croissance économique sont orientés à la baisse. Ils sont liés, pour l'essentiel, à l'éventualité d'une incidence plus forte sur l'économie réelle des turbulences sur les marchés de capitaux ainsi qu'aux préoccupations concernant les pressions protectionnistes et les perturbations que pourraient entraîner les déséquilibres mondiaux. ...

En ce qui concerne l'évolution des prix, le glissement annuel de l'IPCH<sup>1</sup> s'est inscrit en net recul depuis juillet. Selon l'estimation rapide d'Eurostat, il s'est établi à 2,1 % en novembre, après 3,2 % en octobre et 4,0 % en juillet. Le repli sensible de l'inflation globale depuis l'été reflète essentiellement la baisse considérable des cours mondiaux des matières premières ces derniers mois, qui a plus que compensé l'incidence de la vive progression des coûts unitaires de main-d'œuvre au premier semestre 2008.

... Les projections relatives à l'IPCH pour 2008 et 2009 ont été sensiblement révisées à la baisse par rapport aux projections des services de la BCE publiées en septembre 2008, traduisant essentiellement le net repli des cours des matières premières et l'incidence de l'affaiblissement de la demande sur l'évolution des prix. À cet égard, je tiens à rappeler la nature conditionnelle de ces projections, qui s'appuient sur une série d'hypothèses techniques, dont les anticipations du marché ...

Il est ... essentiel que les décideurs en matière de fixation des prix et des salaires assument pleinement leurs responsabilités.

---

<sup>1</sup> L'indice des prix à la consommation harmonisé

S'agissant de l'**analyse monétaire**, différentes estimations du taux de croissance sous-jacent de l'agrégat monétaire large indiquent un rythme d'expansion monétaire soutenu, quoique se modérant, dans la zone euro. Les évolutions monétaires confortent par conséquent l'opinion selon laquelle les tensions inflationnistes s'atténuent encore, alors que certains risques demeurent orientés à la hausse à moyen et à long termes. ...

Les données les plus récentes, disponibles jusqu'à fin octobre, font apparaître une poursuite de la modération du rythme de croissance des prêts consentis au secteur privé non financier. Dans le même temps, pour la zone euro dans son ensemble, aucun signe patent d'un assèchement de l'offre de crédit n'a été observé. Le taux de croissance annuel des prêts aux ménages a encore diminué, reflétant l'affaiblissement des perspectives d'évolution de l'activité économique et du marché de l'immobilier résidentiel ainsi que le durcissement des conditions de financement. ...

... prenant en considération l'ensemble des informations et des analyses disponibles, le Conseil des gouverneurs a décidé de réduire une nouvelle fois les taux directeurs<sup>2</sup> de la BCE [...]

*Les points de suspension indiquent que des passages du document d'origine ont été supprimés.*

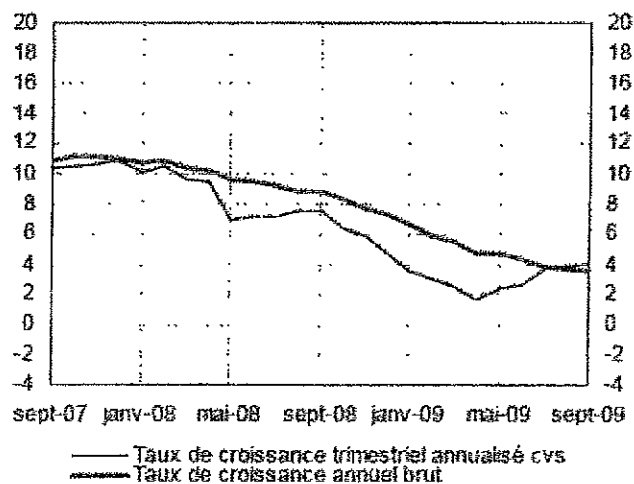
---

<sup>2</sup> Taux d'intérêt au jour le jour fixés par la banque centrale, permettant de réguler l'activité économique

## Annexe 2 :

**Crédits aux ménages**

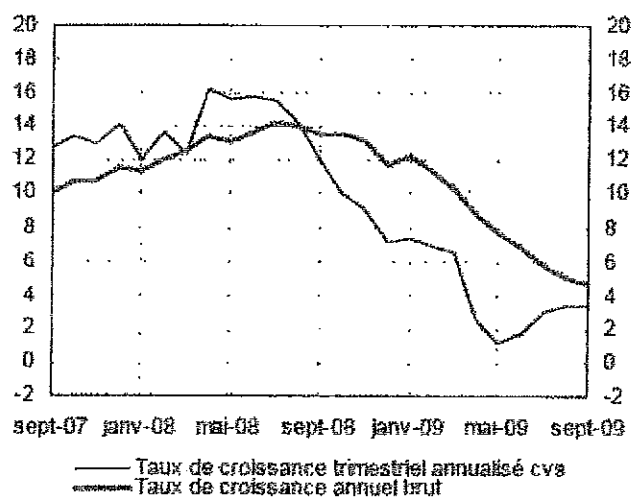
(taux de croissance en %)



Source : Banque de France  
 Les crédits au secteur privé France (sept.2009)

**Sociétés : crédits à l'investissement**

(taux de croissance en %)



Source : Banque de France  
 Les crédits au secteur privé France (sept.2009)